

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 77 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 33 francs; payable au compte postal 10-4772-4

L'avis du Conseil d'Etat

Pour la première fois, le Conseil d'Etat vaudois a pris position publiquement sur tous les objets d'une votation: il soutient les investissements pour l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, il rejette l'initiative contre l'immigration massive et rejette aussi celle qui propose de retirer l'avortement des interventions médicales couvertes par l'assurance de base¹.

Ces décisions ont été prises à l'unanimité, exigence qui préserve au collège son unité et son autorité.

Quand il n'y a pas d'unanimité, chaque conseiller d'Etat est libre de faire campagne de son côté. Dans ce cas, il n'engage pas le gouvernement, mais seulement lui-même, à titre de citoyen. C'est une distinction de papier: le conseiller d'Etat qui prend publiquement fait et cause engage forcément, peu ou prou, l'autorité gouvernementale qu'il partage avec ses six collègues. Mais comme cette autorité collégiale est indivisible, il l'engage de biais, créant une équivoque qui la réduit d'autant. La discrétion serait préférable.

L'équivoque est encore pire quand ce sont plusieurs conseillers d'Etat, mais pas tous, qui se groupent pour faire passer une loi. C'est ainsi qu'ils étaient quatre ou cinq, serrés dans d'affreux T-shirts roses, blancs et noirs, à distribuer en gare de Lausanne des prospectus en faveur de la calamiteuse LEO (loi sur l'enseignement obligatoire), dont on commence à voir à quel point elle n'a résolu aucun des pro-

blèmes de l'Ecole vaudoise, à quel point en revanche elle a réussi à en créer de nouveaux.

L'unanimité du Conseil d'Etat est l'une des conditions pour prendre position dans une campagne. Ce n'est pas la seule. Il faut encore que l'objet soit réellement politique. Plus exactement, car tout touche de près ou de loin à la politique, il importe que l'objet mette en jeu, directement et évidemment, l'intérêt du Canton de Vaud ou, par solidarité fédéraliste, la souveraineté d'un ou de plusieurs cantons.

Les trois objets des votations du 9 février sont dégressivement exemplaires sur ce point. La création du FAIF, accélérant la modernisation de nos infrastructures ferroviaires, appelait l'engagement du Conseil d'Etat. Même si les opposants déplorent son soutien à un investissement qu'ils jugent excessif, ils ne peuvent contester que le Conseil d'Etat est dans son rôle en faisant connaître sa position.

Pour l'initiative contre l'immigration de masse, c'est moins évident. Certes, la portée économique de la décision du peuple et des cantons, nos relations avec les frontaliers et l'avenir incertain des bilatérales justifient dans une certaine mesure la prise de position vaudoise. Mais l'aspect passionnel du vote donne fatalement un aspect idéologique, et donc diviseur, à la prise de position du Conseil d'Etat, lors même qu'elle se présente d'une façon équilibrée. Il aurait pu s'abstenir.

Enfin, le Conseil d'Etat considère l'avortement comme un droit fondamental et invoque la solidarité pour s'opposer à l'initiative. Sur le fond, l'avortement ne relève pas de la politique mais de la métaphysique et de la morale. De plus, le Conseil d'Etat n'est pas le responsable de la solidarité, sauf à professer une vision entièrement étatisée de la société. Il aurait dû s'abstenir. Ne traitant pas cette question, il aurait souligné le caractère spécifiquement politique de ses interventions.

Le gouvernement vaudois ne doit pas se contenter de réagir au hasard des votations, mais décider lui-même et en tout temps sur quels thèmes, lois, articles constitutionnels, débats aux Chambres, traités internationaux il estime de son devoir de se prononcer. Nous attendons en particulier des prises de position énergiques et même tonitrueuses à chaque menace fédérale sur les souverainetés cantonales.

On en est loin. Le Conseil d'Etat néglige trop souvent la défense du fédéralisme, oubliant qu'en défendant sa souveraineté, il contribue aussi à préserver la Confédération.

Si M. Broulis s'est bien battu dans l'affaire du référendum des cantons contre le paquet fiscal (paquet refusé par le peuple le 16 mai 2004) et M. Maillard dans celle des primes payées en trop, il s'agissait d'un prolongement – heureux – des affaires de leur département. Mais le gouvernement vaudois a ignoré la portée dramatiquement centra-

lisatrice de l'«espace éducatif suisse unifié» comme aussi celle de la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire. Il n'a pas fini de s'en mordre les doigts, et nous avec.

Naguère encore, le Conseil d'Etat livrait tous les six mois un «Rapport du Conseil d'Etat sur les affaires fédérales» au Grand Conseil. Le texte en était parfois inutilement laborieux. Mais il nous valut aussi de magnifiques prises de position politiques. Ainsi, le rapport démolissant avec alacrité le projet de Constitution Furgler (1977) fut l'occasion pour notre gouvernement de s'affirmer tel. On décida de supprimer ces rapports sous prétexte d'économiser du temps et de l'argent.

La Constitution vaudoise de 2003 ayant renforcé la fonction présidentielle, il serait opportun d'examiner la création d'un rapport annuel – semestriel à l'ancienne serait excessif – du président du Conseil d'Etat vaudois sur les affaires fédérales, axé en particulier sur l'évolution de la souveraineté cantonale et sur les mesures et les contacts pris pour la défendre et la revigorer. Il serait présenté à la presse tous les 14 avril. On ne peut en pleine conscience exercer le pouvoir sur le peuple vaudois et ses communes sans défendre ce même pouvoir contre les empiètements de l'administration fédérale.

OLIVIER DELACRÉTAZ

¹ Communiqué du 15 janvier 2014.

Plus de femmes, moins de victimes!

Pour les fanatiques de la théorie du genre et les organisateurs bien intentionnés de la journée «Osez tous les métiers» (JOM), l'idée que le rôle social d'une fille puisse coïncider avec son sexe semble tout à fait inquiétante. Il en va de même pour un garçon.

On est fatigué du «carcan masculin / féminin»; on réclame «l'affranchissement des stéréotypes»; on pose «tranquillement» que, «au-delà de ce qui est strictement lié à la reproduction (pour ceux et celles qui choisissent de se reproduire), tout est ouvert»; il faut «permettre aux jeunes d'envisager tous les possibles» car «toute détermination qui viendrait biaiser le seul jeu du travail et des intérêts est condamnée: comme on refuse les discriminations selon l'origine sociale et ethnique, garçons et filles doivent avoir les mêmes chances»¹.

Pauvre fille, tu voulais de toute éternité devenir bûcheron, et voilà qu'on t'oblige à jouer avec des poupées! Malheureux jeune homme, on t'enfile des gants de boxe, alors que tes «envies», enfouies au plus profond de toi par la société patriarcale, te portent vers la profession d'éducateur de la petite enfance!

Avec des écoliers, nous lisons en ce moment *Le Médecin malgré lui*.

Dans son génie si équilibré, Molière, qui défendait la liberté des femmes, a compris ce que pouvait être le féminisme idéologique. La Philaminte des Femmes savantes préfigure les maniaques du genre.

Le plus souvent, chez Molière, les femmes ne se posent pas en victimes, elles assument leur féminité et s'imposent. Elles préservent la société du désordre engendré par les mâles. Même Philaminte, personnage ambivalent, que Molière ridiculise autant qu'il l'affectionne, se voit contrainte d'assumer le rôle de chef de famille à cause d'un mari veule et indécis. Dans *Le Médecin malgré lui*, Martine sait rendre à Sganarelle, le cavalier ivrogne qui lui tient lieu de mari, les coups de bâton qu'il lui administre. Et quand le voisin Monsieur Robert vient lui proposer son aide (SOS femme battue...), elle lui donne un soufflet en le priant de se mêler de ses affaires («et je veux qu'il me batte, moi!»). Quant à la nourrice Jacqueline, aux superbes tétons, lorsque Sganarelle entreprend de la lutiner, elle lance à son mari Lucas très inquiet: «Ôte-toi de là aussi; est-ce que je ne suis pas

assez grande pour me défendre moi-même, s'il me fait quelque chose qui ne soit pas à faire?»

Le théâtre de Molière abonde en figures féminines – souvent des servantes issues du monde paysan – aptes à faire régner le bon sens, à ramener la sérénité et la décence, face à des hommes qui sortent du «bon naturel» et glissent gentiment vers la folie.

Dans *Le Bourgeois gentilhomme*, Mme Jourdain, toujours digne, a fort à faire pour empêcher son mari de se prendre pour un aristocrate. Célimène refuse l'atroce solitude à deux que lui propose le Misanthrope. Toinette sauve son maître Argan, le Malade imaginaire, de l'hypocondrie. Dans *Les Femmes savantes*, la douce Henriette triomphe de la tyrannie intellectualiste exercée par sa mère et de l'indécision paternelle. L'innocente Agnès de *L'Ecole des femmes* tient en respect le barbon Arnolphe qui sort du bon goût en voulant épouser une jeune fille. Seul l'Avare, veuf, ne bénéficie pas des conseils d'une épouse pour échapper à sa passion de l'argent.

En revanche, la sœur d'Henriette, la belle et froide Armande, sert dans *Les Femmes savantes* de contre-exemple. Elle croit aux préceptes

féministes de sa mère Philaminte. Le rôle social qu'elle prétend jouer et son sexe sont trop disjoints pour qu'elle soit heureuse. A la fin de la pièce, elle se retrouve seule et désespérée, ayant repoussé son prétendant pour s'abandonner tout entière à la connaissance.

Espérons que la finesse de Molière touchera les jeunes filles d'aujourd'hui, et que celles-ci s'assoupiront quand les convertis du «gender» dispenseront leur catéchisme.

Nous n'avons pas besoin de femmes aspirant à devenir des «hommes comme les autres», avides de pouvoir et de domination, prêtes à n'importe quelle carrière imbécile dans la finance ou la fourniture médiatico-politique.

Aujourd'hui, seuls les LGBT revendiquent la fierté («pride» en novlangue). Pourquoi les femmes ne se déclareraient-elles pas fières de la force inhérente à une féminité bienveillante?

JACQUES PERRIN

¹ Les phrases entre guillemets sont tirées d'un article de la sociologue Marie Duru-Bellat: «la Réussite scolaire passe par la fin des stéréotypes», *Le Monde* du samedi 1^{er} février 2014.

Le Patois

C'était la leçon de géographie. Notre professeur, Auguste Vautier, ne ressemblait pas à ses collègues. Il ne nous infligeait pas les listes de capitales, ou ces énoncés de ports américains, ni ces noms de sommets oberlandais qui nous écorchaient le gosier. Sac au dos, il avait parcouru la Suisse. Au lieu de débiter la matière puisée dans le manuel, il faisait part de ses observations et de ses souvenirs. Quand il était question du Gothard, il évoquait le passage de l'armée russe de Souvorov, en 1799. A propos des stations de montagne, il nous décrivait les débuts de l'hôtellerie, au temps où les bagages arrivaient à dos de mulet, et quand les premières skieuses portaient une longue jupe et s'aidaient d'un unique bâton plus haut qu'elles.

Un après-midi, le directeur entra. Le maître le fixa d'un regard noir. Il s'agissait d'un concours proposé aux écoliers de Suisse romande, sur le thème: *Pourquoi j'aime le français*. Camille Dudan, qui avait l'élocution facile, nous engagea vivement à participer, après quoi il se lança dans l'éloge du français.

N'était-il pas l'auteur d'une plaquette qui avait pour titre *Le français, notre langue*? A la radio, il assurait une émission de défense de la langue, *La paille et la poutre*. A force de rechercher la correction et la pureté, son style, parlé ou écrit, perdait toute vie. Un langage en conserve, stérilisé.

Le maître lança un coup d'œil en direction de la porte qui venait de se refermer, puis il se redressa: «Tout ça, c'est bien joli, mais notre langue, ce n'est pas le français, c'est le patois.» Et comme il percevait de l'étonnement, il insista: «Oui, le patois. Le français, il nous est venu d'ailleurs.»

La caricature ne date pas d'hier

Le sujet du rire est aujourd'hui un des plus sensibles, et pour cause: dans des circonstances de controverse qui attisent les passions, il concerne chacun d'entre nous. L'auteur de cet article, de loin pas un spécialiste de la question, livrera simplement quelques réflexions, au détour d'une actualité muséographique, égarements que son lecteur voudra bien lui pardonner.

L'histoire de l'humour n'est pas à refaire ici, mais un épisode retient notre attention. Le XVI^e siècle voit se diffuser tout un courant de caricatures religieuses au moment de la Réforme. Une exposition lui est consacrée, jusqu'au 16 février, au Musée international de la Réforme, à Genève: «Enfer ou paradis. Aux sources de la caricature, XVI^e-XVIII^e siècles». Le voyage commence cependant bien avant le XVI^e siècle, avec la naissance de la satire anticléricale au Moyen Age. Episodes grivois, mais aussi parodies animales de cérémonies liturgiques se dévoilent tant dans l'architecture, les textes (romans et fabliaux) que dans les enluminures des manuscrits. Le XVI^e siècle, avec la réforme protestante, voit ensuite un tournant dans le développement de ces caricatures, qui prennent une autre dimension, instruments d'un conflit religieux.

En 1522, Luther publie sa traduction allemande du Nouveau Testament, dont on peut voir un exemplaire de la première édition au MiR. Cette traduction est illustrée par Lucas Cranach, déjà rompu à l'exercice de la caricature anticatholique dans le *Passional Christi und Antichristi* de Philip Melancthon, imprimé l'année précédente (l'Antéchrist y est associé au pape). Dans le Nouveau Testament traduit par Luther, la prostituée de Babylone est coiffée de la tiare pontificale, assimilant Rome à Babylone. Ailleurs, les attaques se font aussi à l'encontre du culte des

Nous n'entendions que rarement parler du patois. Il nous en restait l'opinion que c'était un français dégénéré, une espèce d'argot campagnard qui subsistait chez des populations attardées, mais que les progrès de l'instruction avaient fait disparaître de chez nous. C'était, une fois de plus, ce manque d'estime de nous-mêmes qui nous causa tant de tort. Ramuz appréciait notre langue d'origine: «Notre patois, qui a tant de saveur, outre de la rapidité, de la netteté, de la décision, de la carrure (les qualités précisément qui nous manquent le plus quand nous écrivons en français).»

Il y avait bien, chaque année, dans *Le Messager boiteux*, un récit en patois, dont je lisais la traduction sans même regarder l'original. On m'eût bien étonné si on m'avait dit que le Major Davel, dans son étude de notaire, à Cully, parlait patois avec ceux de ses clients peu familiers avec le français, ou bien que Louis Ruchonnet, en plein Grand Conseil, répliquait en patois à un député qui parlait avec dédain du vieux langage.

Plus tard, à l'Université de Fribourg, je rencontrais des étudiants valaisans qui savaient leur patois. Il leur arrivait d'en user entre eux.

Chez nous, le proche voisinage, écrasant du point de vue linguistique, de la France, et aussi les circonstances, amenèrent la disparition de notre parler d'origine.

Lorsque Berne imposa la Réforme, les premiers pasteurs, anciens prêtres ou religieux, nous vinrent de France, et le français fut dès lors la langue du catéchisme, de la prédication et de la lecture biblique. Plus tard, ce qui put se maintenir du patois devint l'objet d'une proscription. Le 29 octobre 1806, le Petit Conseil (exé-

cutif) du Canton de Vaud décrétait: «Les Régents interdiront à leurs écoliers, et s'interdiront absolument à eux-mêmes, l'usage du patois, dans les heures de l'Ecole et, en général, dans tout le cours de l'enseignement.»

A cette époque, l'Acte de Médiation nous imposait la tutelle française, et nos magistrats suivaient l'exemple de l'Empire napoléonien qui, dans sa volonté de centraliser, considérait avec défaveur la persistance du breton, de l'occitan ou du provençal.

L'interdiction s'étendit même aux vocables isolés. Mon grand-père se souvenait qu'à l'école de Sainte-Croix, vers 1870, on faisait la chasse aux mots «pas français». Un élève disait-il *camber* au lieu d'enjamber, ou bien *le pécelet* et non la clenche, il subissait une sanction, comme balayer la classe ou transporter le bois de chauffage. L'école, dans son zèle purificateur, se montra tenace. J'ai déjà raconté qu'un maître de collège nota une observation dans la marge d'un de mes travaux parce que j'employais le mot *chiron*. Par la suite, un puriste m'apprit qu'on disait une veillotte. J'imaginai: lors de mes vacances à la campagne, j'accompagne le domestique. Avec sa fourche, il entasse le foin en petits monticules réguliers, et je râtèle autour. Je lui dis: «Oncle Emile, encore trois veillottes et on a fini.» Et lui me regarde: «Mais qu'est-ce que tu me racontes là?»

De nos jours, le patois constitue un objet d'étude pour les philologues et les grammairiens, mais qui le tient encore de naissance? Une langue se conserve lorsqu'on la parle dans les familles. Le moment arrive où une génération parle

encore le patois, la suivante le comprend sans le parler, la troisième ne le comprend plus. Des personnes isolées maintiendront une survie temporaire, et puis le patois tombera au rang de langue morte.

Nous en sommes là. Mais ailleurs, que voyons-nous? Dans les cantons suisses-allemands, les patois prospèrent, au point qu'aujourd'hui on en use même à l'Université. Certains dénoncent une telle prolifération comme risquant de replier les cantons alémaniques sur eux-mêmes et de provoquer leur isolement culturel. Dans une partie de la Suisse, les patois disparaissent, tandis qu'ailleurs ils se renforcent.

Faut-il qu'à nous, Vaudois du XXI^e siècle, le parler de nos ancêtres demeure aussi étranger que le langage d'une tribu amazonienne? Il existe un moyen de le connaître quelque peu. Le pasteur Pierre Guex a mis en patois les cent-cinquante psaumes bibliques. On peut lire attentivement deux ou trois strophes dans la traduction française¹, éventuellement dans la Vulgate latine, et ensuite les relire en patois. Il s'agira d'une lecture visuelle, puisque la prononciation, à moins de l'apprendre d'une personne compétente, n'est pas à notre portée. Avec un peu de persévérance, on acquerra une certaine familiarité avec ce parler d'autrefois. Et nous ressentirons, par-delà les générations, un lien ténu, mais un lien quand même, avec ceux qui furent avant nous, et nous retrouverons une part de l'héritage perdu.

MICHEL CAMPICHE

¹ La version Second, et aussi la Synodale, conviennent particulièrement.

Aspects de la vie vaudoise

La riche histoire des fermes vaudoises

(fm) Vous avez reçu pour Noël un bon à faire valoir dans la librairie de votre choix et vous ne l'avez pas encore utilisé, ou vous ne savez qu'offrir à un(e) ami(e) ou à un membre de votre famille intéressé par le patrimoine vaudois: le livre que voici est ce qu'il vous faut. Son titre? *Histoire et avenir des fermes vaudoises*, écrit par M. Daniel Glauser, ethno-géographe bien connu sous nos latitudes pour avoir déjà publié plusieurs ouvrages sur la question, notamment trois des quatre (gros!) volumes sur les maisons rurales du Canton de Vaud, édités par la Société suisse des traditions populaires. Dans son dernier ouvrage, M. Glauser, tout en soulignant son extraordinaire diversité, concentre son attention sur le destin de ce patrimoine, hélas plus ou moins menacé par la disparition progressive des familles paysannes qui le faisaient vivre; c'est du reste pour cela qu'un chapitre est consacré aux restaurations et aux transformations. [D. Glauser, *Histoire et avenir des fermes vaudoises*, Ed. Favre, Collection Patrimoine vaudois, Retraites Populaires]

Le 1^{er} étage de la Pinte Besson restauré

(fm) Restons dans le patrimoine bâti pour signaler la restauration de la salle située au 1^{er} étage de la fameuse Pinte Besson, le plus vieux bistrot lausannois (1780). Cette salle, utilisée comme dépôt depuis 1980, était en fait un local magnifique, ce que le gérant actuel, M. Carlos Beiro, a appris en discutant avec des clients, puis, après avoir gratté les interstices des panneaux en aggloméré qui recouvraient les parois, en découvrant petit à petit des boiseries, des armoires murales vitrées et des fenêtres avec quatre vitraux. Il décide alors d'entreprendre les démarches pour restaurer cette salle unique en son genre. Les travaux sont à ce jour terminés, et le gérant, dont le geste

mérite d'être salué, va ouvrir sous peu la salle au public.

Chronique sportive

(ar) Existe-t-il encore un habitant de notre Canton qui n'ait pas entendu parler de Stanislas Wawrinka? Certainement aucun lecteur attentif de *La Nation*, puisque la présente chronique avait déjà signalé des exploits précédents du joueur de tennis vaudois (en 2003, 2008 et 2013 notamment).

Sa victoire récente en Australie, dans l'un des quatre tournois les plus importants de l'année, et son accession au troisième rang du classement mondial des joueurs de tennis professionnels, sont vraiment dignes d'éloges.

M. Philippe Leuba est allé accueillir Stan Wawrinka à son arrivée à Cointrin, de retour de Melbourne, et le Conseil d'Etat s'est fendu d'un communiqué de presse dithyrambique:

Le Conseil d'Etat vaudois félicite chaleureusement le tennisman de Saint-Barthélemy Stanislas Wawrinka suite à sa victoire contre Rafael Nadal en finale de l'Open d'Australie à Melbourne au terme d'une rencontre d'abord somptueuse, puis aussi surprenante que crispante. Même s'il est difficile de comparer les performances à travers les époques, il s'agit indéniablement d'un des plus retentissants exploits sportifs vaudois de l'histoire.

[...] [Le Conseil d'Etat remercie Wawrinka] de porter haut les couleurs du canton de Vaud en Suisse et dans le monde, non seulement grâce à ses résultats, mais aussi par son attitude et sa personnalité.

La suite de la saison de tennis s'annonce passionnante, avec la Coupe Davis (épreuve par nations) et les trois autres tournois du *Grand Chelem*: Roland-Garros à Paris, Wimbledon à Londres et l'US Open à New York. Bravo Stan, continuez de nous épater!

CLAIRE-MARIE SCHERTZ

La théorie du genre et le choc des civilisations

Mercredi 29 janvier, nous avons accueilli l'essayiste David L'Epée dans le cadre des traditionnels entretiens hebdomadaires. Le sujet abordé était la théorie du genre et ses contradictions avec le bien-pensant de gauche qui la promeut. La théorie du genre est une idéologie visant à « libérer » l'humain des contraintes imposées par la nature. Selon elle, le sexe biologique et le genre, féminin et masculin, sont tout à fait dissociés. C'est la culture, et les préjugés et stéréotypes qu'elle transporte par tradition, qui ont forcé l'individu né avec tel sexe d'appartenir au genre correspondant. Il s'agit pour les tenants du genre de briser ces liens jugés arbitraires dans une négation totale de la nature des choses. Le bien-pensant est lui, grossièrement, défini par les trois valeurs révolutionnaires: progresser dans la liberté, l'égalité et la fraternité. Le genre semble dès lors bien s'intégrer dans le bien-pensant, car il est un moyen de progrès vers plus de liberté. Cependant, promouvoir en même temps la fraternité avec l'opprimé, aujourd'hui l'émigré, et le genre semble incompatible. En effet, la plupart du temps, les émigrés s'opposent à l'idéologie du genre et à la défense des LGBT qui en découle. En outre, ils ne s'identifient pas à l'Européen de souche bien-pensant; ils tiennent encore à leurs traditions. Concilier la promotion de la théorie du genre avec la liberté et l'éga-

lité des immigrés au nom de la fraternité s'avère ainsi compliqué. A ce titre, il est frappant de constater qu'en France, la résistance contre l'enseignement du genre à l'école obligatoire provient en grande partie des milieux de l'immigration. Un choc des civilisations entre les émigrés majoritairement conservateurs et les occidentaux déconnectés du réel est de ce point de vue envisageable. Ce n'est là que la principale contradiction entre idéaux modernes. M. L'Epée en a donné d'autres, notamment en nous entretenant longuement sur le féminisme.

Au fond, d'après nous, toutes ces contradictions naissent du fait que la théorie du genre et toutes ses variantes sont un produit typiquement occidental, né du rejet de la Vérité; après avoir nié la présence de Dieu, l'Européen a nié la création et à présent il nie la nature. Désormais, rien ne devrait exister en dehors de ce que l'homme veut et décide en pleine liberté, sans être contraint par rien ni personne, même pas par sa nature. Dans cette optique, des programmes d'éducation ont été imaginés, où a été évacuée toute référence au genre. Par exemple, on donne des noms neutres aux enfants. Cette méthode est déjà expérimentée en Amérique dans des écoles privées. Là-bas, un enfant de six ans ne sait pas ce que sont une fille et un garçon. Des projets pilotes semblables sont lancés en France, où le genre est devenu une

discipline à part entière dans l'école obligatoire. En Suisse, le genre s'imisce de plus en plus dans les programmes scolaires, notamment via l'éducation sexuelle. L'Aspics (Association des parents intéressés et concernés par la scolarité) montre bien, sur son site internet, comment le genre est progressivement introduit dans les cantons romands. Nous vous invitons à vous rendre sur www.aspics.ch pour vous faire une idée précise sur la question. De plus, le programme fédéral d'éducation sexuelle est particulièrement inquiétant. Par son application, les enfants dès la maternelle se verraient forcés de suivre des cours fortement inspirés par la théorie du genre. L'initiative « contre la sexualisation à

l'école maternelle et à l'école primaire » a abouti et le débat aura lieu; il s'agira alors d'avoir les idées claires, car nous croyons réellement que la théorie du genre est dangereuse. Si remplie de contradictions, elle a la capacité de jeter les adolescents sensibles dans un épais brouillard, où ils n'auraient de cesse de se questionner sur leur appartenance à un genre ou l'autre, sur l'existence du réel. Le *gender* est la négation de toute réalité, sensible ou surnaturelle, au nom d'une liberté absolue qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on impose des absurdités dans le but de l'atteindre.

A mercredi prochain!

JEAN-FRANÇOIS PASCHE

Revue de presse

Quand les politiciens ne font pas de politique

Le journaliste Jean-Marc Theytaz, écrivant dans *Le Nouvelliste* du 28 janvier sous le titre: «...stratégie politique», semble avoir fait une découverte:

[...] Les campagnes pour les élections commencent maintenant presque quatre ans avant la date du vote, soit depuis que la nouvelle équipe a été nommée. A peine les nouveaux élus sont-ils au travail que les supputations, les hypothèses, même les propositions pour les élections suivantes sont déjà le sujet de toutes les conversations ou du moins, des amateurs de stratégie politique. Et là il faut savoir faire parler son sens de l'esquive, du faux-semblant, de la rumeur, avec doigté, finesse et même délicatesse. A ce jeu on trouve de nombreux participants. Ainsi pour les élections de 2017, déjà plusieurs noms circulent pour le Conseil d'Etat, et il faudra voir comment l'affaire Giroud sera résolue... Les paramètres sont ainsi nombreux, diversifiés, parfois erronés, les critères aléatoires souvent, et pourtant la machine à faire des suppositions marche à plein régime. C'est que la partie est ouverte et les élections au Conseil national de 2015 seront également très serrées, vu que le Valais a droit à un nouveau siège... Mais à force d'édifier des plans plus qu'aléatoires, les politiciens n'oublient-ils pas de faire leur job au quotidien, une tâche qui exige présence et engagement, la question peut se poser.

Ces constatations ne sont pas valables pour le Valais seulement. Nous savons depuis fort longtemps que les politiciens des partis pensent toujours et avant tout aux prochaines élections, même quand ils traitent d'autres objets politiques. C'est la conséquence normale du régime de la démocratie électorale. C'est pourquoi nous avons beaucoup de politiciens, mais très peu de politiques.

E. J.

Le langage idéaliste

Dans sa rubrique «Point final: Les maux sous les mots» (*L'Hebdo* du 30 janvier), M. Philippe Le Bé s'en prend à notre langage actuel:

Voir la vérité en face. C'est parfois douloureux. Trop douloureux. Alors, les mots sont là pour l'édulcorer, la cacher ou la travestir. En économie, la jolie formule du plan social a remplacé les vilains mots de licenciements collectifs. [...]

Dans la vie quotidienne, la longue maladie a depuis belle lurette remplacé le terrible mot de cancer que la médecine n'arrive toujours pas à juguler malgré de grands progrès accomplis. Nous

ne sommes plus entre la vie et la mort; désormais notre pronostic vital est engagé. Cela fait nettement plus savant et nous donne l'impression que la situation est toujours sous contrôle. Le sigle IVG, avec sa connotation médicale et son aspect volontaire et assumé, fait moins peur que l'avortement qui suggère un échec. Enfin, les familles recomposées nous font oublier qu'auparavant elles se sont singulièrement décomposées. Quel miracle, tous ces mots qui nous font oublier nos maux!

La pensée idéaliste dominante refuse d'affronter la réalité.

E. J.

Fluidité autoroutière ou sanction administrative?

En vue de fluidifier le trafic automobile sur les tronçons d'autoroutes surchargés (par exemple Montreux-Genève), l'Office fédéral des routes (OFROU) propose de limiter, pendant les heures de pointe, la vitesse à 80 km/h.

Cette proposition a suscité de nombreux avis, très majoritairement négatifs, parmi lesquels celui du professeur Murat Kunt, ancien directeur du Laboratoire de traitement des signaux de l'EPFL (24 heures du 28 janvier):

[...] Selon l'OFROU, fluidifier, c'est augmenter le nombre de voitures utilisant l'autoroute en même temps. A faible vitesse, on n'a pas besoin de garder une grande distance entre les voitures. Donc, plus la vitesse diminue, plus on fluidifierait le trafic. Soit, mais alors, pourquoi s'arrêter à 80 km/h? On peut doubler le trafic en passant à 40 km/h. En fait, le nombre maximum de voitures sur une autoroute ne peut être obtenu qu'avec une vitesse nulle. Ainsi, on peut les mettre pare-chocs contre pare-chocs, et l'autoroute devient un parking!

Cherchez l'erreur...

L'administration fédérale semble n'avoir pas avalé le refus par le peuple de l'augmentation du prix de la vignette autoroutière.

Ph. R.

Raconter pour guérir

La dernière en date des guerres européennes a été la guerre des Balkans, il y a une vingtaine d'années. Que sait-on en fait de cette guerre aujourd'hui oubliée, trop vite oubliée? Le moindre intérêt du dernier livre de Slobodan Despot¹ n'est pas de nous interpellé à ce sujet. L'auteur lui-même n'a pas participé à cette guerre: à l'époque, déjà, il vivait en Suisse. Mais il l'a vécue à distance, d'autant plus douloureusement, d'ailleurs, qu'il n'y participait pas. Et donc, aujourd'hui encore, elle continue à le hanter, à occuper ses pensées. Lui-même évoque un possible sentiment de culpabilité. Il dit qu'il est passé à côté.

Mais se tromperait-on beaucoup en disant que la composition même de ce livre lui a permis, sinon de tourner la page, du moins de se sentir moins mal à l'aise avec ces choses? De les sublimer? C'est la fonction même de l'œuvre d'art. Elle met du baume sur les plaies, aide à se réconcilier avec soi-même. Je parle de baume, mais ce pourrait être aussi du miel!

Parfois aussi l'on en vient à admettre (le plus difficile, peut-être) que, dans une guerre, n'importe laquelle d'ailleurs, personne n'a jamais complètement raison ni complètement tort. Ce n'est pas explicitement dit dans le livre, mais l'idée n'en transparaît pas moins en filigrane.

Le roman emprunte beaucoup à la réalité, mais c'est une réalité largement médiée, réinterprétée. Ce que suggère d'ailleurs la construction même du livre, en forme de poupée russe. Car il y a en fait trois récits dans ce roman. Trois récits étroitement imbriqués entre eux, et donc aussi trois narrateurs.

L'auteur nous raconte une certaine histoire, mais cette histoire, s'il la raconte, c'est que quelqu'un d'autre, un jour, la lui a une première fois racontée: en l'occurrence Vera, une naturopathe de Belgrade qui lui prodigue des soins. Vera le soigne donc, le soigne, comme elle sait le faire, avec des plantes, mais elle lui raconte aussi cette histoire. Et si elle la lui raconte, c'est bien sûr qu'elle

pense qu'elle lui fera du bien. Cela fait partie de la thérapie. Car soigner le corps, c'est aussi soigner l'âme: ce que la médecine officielle, on le sait, a depuis longtemps désappris à faire. Or Vera n'est elle-même qu'un chaînon dans la transmission. Cette histoire qu'elle raconte lui vient de quelqu'un d'autre encore: Vesko, que le hasard, un jour, lui a fait rencontrer.

C'était en 1995, sur une autoroute. La voiture de Vesko était tombée en panne, et Vera lui est venue en aide. Vesko rentrait d'un long et dangereux périple, il était allé chercher son vieux père en Krajina, une province de l'ex-Yougoslavie alors peuplée de Serbes. Une offensive de l'OTAN les en avait chassés, mais le père de Vesko était resté sur place. Et donc Vesko part à sa recherche. On ne racontera pas ici l'histoire, elle ne se résume pas. Mais le miel y occupe une grande place. Il symbolise la vie sous toutes ses formes. Il soigne et guérit. C'est aussi une monnaie d'échange, il permet aux hommes, malgré leurs divergences, les haines, parfois, qui les opposent, de communiquer entre eux. Si le voyage ne se passe pas trop mal, c'est bien sûr grâce à lui.

Le véritable miel, en fait, c'est le récit lui-même. On pense ici à la parabole du semeur, dans l'Evangile. Le récit se retourne ici sur lui-même, au sens où il est à lui-même son propre objet. C'est un récit «en abîme». Or le récit lui-même renvoie à celui qui le fait circuler, en l'occurrence Vera, la naturopathe. Dans le roman, c'est elle qui occupe la position médiane. Elle recueille le récit de Vesko, avant de le retransmettre à l'auteur. Encore une fois, elle sait ce qu'elle fait en le lui retransmettant. Ce n'est pas pour rien qu'elle est naturopathe. Et maintenant c'est Slobodan Despot lui-même qui joue ce rôle.

ERIC WERNER

¹ Slobodan Despot, *Le miel*, Gallimard, 2014, 127 pages.

House of cards : la laideur parlementaire

Le *congressman* Francis «Franck» Underwood est député au Congrès de la 5^e circonscription de Caroline du Sud. Il est membre du parti démocrate dans sa version sudiste : proche de la terre, pragmatique, amoureux autant de sa sublime femme que du Bourbon.

Au congrès, Underwood exerce la curieuse fonction de *House majority whip*. Le *whip*, littéralement le fouet, est chargé de conduire les sénateurs de son parti au vote, rappeler les récalcitrants, remettre à l'ordre les paresseux. De lui dépendent le quorum et la majorité. Il coordonne l'action de son parti avec le *Majority leader*, entendons le chef de groupe parlementaire. C'est dire si Franck Underwood exerce une fonction-clef.

La campagne présidentielle qui vient de s'achever n'eût donc pu être menée sans lui. Garret Walker, locataire fraîchement élu de la Maison Blanche, lui doit une fière chandelle. Comme le veut la tradition, Underwood a monnayé son soutien. En échange de son coup de main, il veut être Secrétaire d'Etat aux relations étrangères. Mais une fois élu, le président lui refuse le poste : «Francis, tu nous es plus utile au Congrès. Sans toi rien ne s'y fait.» Avec sa femme Claire, le *congressman* Underwood décide de se venger. La série télévisée *House of Cards* peut commencer. Kevin Spacey tient magistralement le premier rôle.

Underwood est mû par une certitude, assez simple au demeurant. L'homme est attiré par deux choses : l'argent ou le pouvoir. Si l'argent donne du pouvoir, il affaiblit celui qui a d'abord du pouvoir. L'argent ne permet que de jouir de l'instant. Le pouvoir permet de laisser sa trace dans l'histoire. Underwood constate qu'à Washington beaucoup ont préféré l'argent au pouvoir. Ce sont tous les lobbyistes, avocats et autres sbires de la grande économie américaine. Lui est conscient d'appartenir à une autre race, faite du même marbre que le Capitole. Convaincu que seul le pouvoir permet la vraie liberté, Underwood ne va plus suivre que sa propre ambition : être désigné vice-président, et ainsi pouvoir prétendre au Bureau Ovalé deux législatures plus tard.

Pour le *congressman*, tous les moyens sont bons. Frank Underwood sait la puissance que confère la maîtrise de l'information. Il n'hésitera pas à divulguer des filons inédits et orientés à une jeune, jolie et prometteuse stagiaire du *Washington Herald*, du nom de Zoé Barnes, en échange de son absolue discrétion. Mais beaucoup d'hommes grisés par le pouvoir ne conçoivent pas ce dernier que politique. La jeune Zoé en fera les frais.

Pour devenir vice-président, il faut que la place se libère. Or il se trouve que l'actuel a quitté son poste de gouverneur de Pennsylvanie pour aller à

Washington. La campagne électorale de remplacement est en cours. Underwood n'hésite pas à manipuler le parti démocrate pour placer son poulain comme candidat. Mais le poulain a été bien choisi. Alcoolique et cocaïnomanne, le député Peter Russo a été sauvé de la déchéance complète par Underwood. Ce dernier l'a forcé à se soigner. Mais Underwood connaît les hommes. L'alcool guette ceux qui lui ont échappé. Il sera simple de le faire chuter à nouveau : une prostituée et une bouteille de whisky feront l'affaire. Pris au dépourvu, le président n'aura d'autre choix que de laisser son vice-président sauver le siège de Philadelphie. C'est un Etat-clef pour garder la majorité au congrès. Il ne faut pas laisser les républicains y redessiner la carte électorale. Probablement Underwood se soucie-t-il réellement de cette carte électorale. Mais le bien du parti est-il autre chose qu'un moyen de se propulser soi-même en avant ?

La série pose la question lancinante que nous soumettent les régimes démocratiques. Comment concevoir que celui qui est arrivé au sommet par les compromissions les plus tristes se mette soudain à vouloir le bien d'une communauté qui ne l'y a souvent hissé qu'à une faible majorité ?

Dans *House of cards*, un parlementarisme caricaturé montre toute l'ampleur de la laideur dont le régime est capable. L'hypocrisie règne. Le sentiment de la contradiction ne constituera jamais un obstacle. Si Underwood doit un jour s'allier publiquement à un puissant lobby industriel polluant le Delaware, il le fera. Qu'il ait défendu précédemment des règles très strictes en matière de protection des eaux n'y changera rien. Il trouvera bien, en temps voulu, le moyen de ridiculiser le journaliste trop tâillon.

Underwood prétend toujours tout maîtriser, et ne craint rien de plus que la perte de contrôle. Il lui arrive de perdre la vue d'ensemble, généralement pour avoir laissé jouer ses sentiments, comme lorsqu'il prend sa femme à témoin dans un débat sur *CNN*. Il se le fait reprocher par son adversaire et réalise que ce dernier a raison. Il se met alors à bredouiller et à perdre le fil. Les réseaux sociaux auront vite fait de disperser sur la toile ses propos les plus incohérents. Underwood n'est pas une machine. Bien au contraire, son ambition, sa passion du pouvoir n'est qu'un trait, parmi d'autres, de la nature humaine.

Il appartient aux institutions et aux mœurs de cadrer ces passions. Si la nature humaine est un donné, il faut savoir la conduire et l'orienter au bien de la communauté. Le propos de *House of cards* à ce sujet n'est guère réjouissant. Les institutions décrites

permettent d'épanouir et libérer cette ambition individuelle et disproportionnée. Le congrès offre une tribune et, surtout, un vivier à manipulations. Quant aux médias, s'ils sont un contre-pouvoir, ils servent souvent la cause de quelque individu. Un crime médiatique profite trop souvent à d'autres qu'à son auteur ; tout comme il peut faire chuter le plus honorable des citoyens.

La série évoque intelligemment la concurrence entre médias traditionnels, représentés par le rédacteur en chef du *Washington Herald*, et les médias issus des technologies de l'information. Zoé en est une utilisatrice assidue. Elle parvient à faire licencier le rédacteur en chef du *Herald* après qu'il lui a passé un savon. Il lui a suffi pour cela de publier le contenu dudit savon sur twitter...

Ce pauvre réd'chef apparaît comme le seul personnage honorable de la série. Il est le représentant de ce qui reste de la grande presse américaine. Pétrie de déontologie, cette dernière est attachée aux anciennes manières, à l'image du rite hebdomadaire de la conférence de presse du Bureau ovalé. Le souci de la vérité lui fait voir dans les réseaux sociaux le danger de la dérive individualiste. Il le comprendra à ses dépens.

House of cards dresse un portrait sanglant de la postmodernité. L'individu voit ses forces décuplées par la technologie, et son ambition de les accompagner. Les mœurs se délitent. Le couple sexe et pouvoir s'est affranchi de sa pudeur de jadis. L'individu est roi. Seuls comptent les objectifs qu'il se fixe à son niveau. Les moyens mis en œuvre ne comptent pas.

Une scène est significative. Après avoir essuyé deux échecs, le président des Etats-Unis veut faire accélérer un processus législatif contre l'avis d'Underwood. Celui-ci est pourtant responsable – volontairement, ses intérêts ne sont pas toujours ceux du président – de ces échecs. A l'injonction présidentielle, Underwood répond un simple mais autoritaire «Non!». L'action est alors suspendue, Kevin Spacey tourne le sourire cynique de son personnage vers la caméra. Il explique au spectateur : «Je reconnais qu'il faut une sacrée dose de courage pour s'opposer à l'homme le plus puissant du monde libre, mais parfois, le respect s'obtient de cette seule manière.» Le président change de sujet de conversation, appelle sa secrétaire. Underwood se retire. Il a gagné. Et la nation ? Un château de cartes.

FÉLICIEN MONNIER

Le Coin du Ronchon

Le mensonge n'existe pas

On peut penser ce qu'on veut de M. François Hollande, mais on doit tout de même lui reconnaître une qualité : lorsqu'il s'est trouvé pris récemment dans une affaire embarrassante, il a avoué piteusement, sans chercher à nier des faits qu'il savait largement connus et facilement démontrables. Ce n'est peut-être pas très flamb(o)yant, mais cette sincérité désarmante apparaît finalement moins ridicule que les tentatives de dissimulation maladroites et les dénégations théâtrales pratiquées par ses ministres, lesquels n'en finissent plus de se faire «pincer» à tour de rôle pour des mensonges gros comme des maisons et auxquels personne ne peut croire une seule seconde.

On se souvient de M. Jérôme Cahuzac, ministre du budget et grand pourfendeur de la fraude fiscale, qui avait juré solennellement qu'il n'avait pas de compte bancaire en Suisse. On sait comment ça a fini. *Ah bon, vous avez des preuves ? Ah mince ! Alors oui, c'est vrai, j'ai un compte en Suisse.* Ça fait un peu désordre.

Après sa démission, M. Cahuzac a été remplacé par M. Bernard Cazeneuve. Il y a quelques semaines, lorsque le quotidien *L'Agefi* a publié une vraie enquête (événement rarissime dans la presse actuelle) montrant que les autorités françaises avaient clairement manipulé et donc probablement «épuré», avant de la rendre accessible, la liste de clients volée à la banque HSBC, M. Cazeneuve s'est empressé de répliquer que ces affirmations étaient fausses. Dans les jours qui ont suivi, *L'Agefi* a continué à publier de nouvelles informations étayées indiquant qu'un service secret français avait eu accès à ces données avant tous les autres et que c'était sans doute à ce stade que trois mille noms avaient opportunément «disparu». M. Cazeneuve n'a plus rien dit.

La dernière affaire en date est celle de l'enseignement dans les écoles publiques de la «théorie du genre» (relativisation et subjectivisation de l'identité sexuelle, qui n'aurait rien à voir avec le fait d'être un homme ou une femme). La chose n'est pas nouvelle : cette théorie révolutionnaire a été inscrite dans le programme d'éducation français en 2011, alors que la droite était encore au pouvoir. Face à la protestation de certains députés, la gauche avait alors soutenu le gouvernement et Mme Najat Vallaud-Belkacem, qui deviendra plus tard «ministre des droits des femmes», s'était fendue d'une déclaration vantant les vertus de la théorie du genre.

Mais aujourd'hui, ce sont les familles musulmanes qui commencent à protester contre cet enseignement en refusant d'envoyer leurs enfants à l'école – ce qui aurait vidé certains établissements d'environ 60% de leurs élèves. Réaction du gouvernement : on nie tout en bloc ! *La théorie du genre n'est pas enseignée à l'école, c'est une fausse rumeur inventée par l'extrême-droite.* Le ministre de l'éducation nationale Vincent Peillon déclare que l'éducation nationale «refuse totalement la théorie du genre». Et la désormais ministre Mme Vallaud-Belkacem en rajoute dans les médias : «Il n'y a aucune théorie du genre qui est développée dans les écoles primaires de France.» Sur le site internet personnel de la ministre, on peut même lire explicitement : «La théorie du genre n'existe pas.»

Apparemment, les ministres français n'ont pas encore réalisé – contrairement à leurs homologues nord-coréens, plus futés – que le peuple, si l'on n'y prend pas garde, risque de trouver beaucoup de choses sur internet.

LE RONCHON

Votations du 9 février 2014

Arrêté fédéral sur le financement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) : **OUI**

Initiative populaire «Financer l'avortement est une affaire privée» : **OUI**

Initiative populaire «Contre l'immigration de masse» : **NON**